

Dans la plupart des pays en développement, la main-d'oeuvre rurale connaît une augmentation rapide, mais les possibilités d'emploi n'en suivent pas le rythme. Alors que les terres disponibles pour permettre l'expansion de l'agriculture se font de plus en plus rares, l'emploi non agricole doit se développer pour pouvoir parer à l'aggravation de la pauvreté rurale. Les décideurs et les analystes tablent sur le secteur non agricole pour apporter une augmentation de l'emploi rural, appuyer la croissance économique, améliorer la distribution des revenus et atténuer la pauvreté. L'amplification des potentialités dans les zones rurales en dehors de l'agriculture pourrait également permettre d'enrayer la migration des habitants ruraux vers les villes et de ralentir l'intensification de la congestion et de la pollution urbaines. Quel que soit le rythme réalisable de la croissance d'une industrialisation de grande ampleur, les industries urbaines ne seront pas en mesure d'absorber une main-d'oeuvre en augmentation rapide. Ainsi, il incombera au secteur rural non agricole, de forte intensité de main-d'oeuvre, d'absorber l'excédent de main-d'oeuvre, de promouvoir la croissance économique et de diversifier les sources de revenus.

Afin de prendre des mesures saines, les décideurs doivent bénéficier d'informations sûres sur le secteur rural non agricole. La définition du terme "rural" varie de région à région, tout comme la définition des activités rurales non agricoles. Le secteur rural non agricole englobe d'ordinaire la manufacture, le commerce, le bâtiment, les transports, les communications et les services. Certaines sources de données comprennent également les revenus produits par les membres des familles rurales qui se déplacent pour se rendre dans les villes avoisinantes pour y travailler, ainsi que les envois de fonds provenant de parents qui habitent et qui travaillent dans des villes aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger.

Le pourcentage de travailleurs ruraux employés dans le secteur non agricole se situe en moyenne entre 20 et 50%, mais il varie selon les pays. De 1970 à 1990, en Asie, la part de l'emploi non agricole dans l'emploi rural est passée de 67%, chiffre élevé, à Taïwan, à aussi peu que 20%, en Chine. En Afrique, le plus haut pourcentage était de 60% et le plus faible, 5%. Dans l'ensemble, plus le ménage est aisé et plus l'exploitation est importante, et plus la part des revenus et de l'emploi non agricoles par rapport au total des revenus et de l'emploi du ménage est faible.

L'OFFRE ET LA DEMANDE : LE FACTEUR TANDEM

La demande des biens et des services produits par le secteur rural non agricole est tirée de plusieurs sources : la demande des ménages agricoles en matière de biens de consommation, leur demande d'intrants et d'outils agricoles destinés à la production agricole, et la demande du secteur urbain en matière de biens de consommation et de biens agricoles transformés. La réponse du secteur non agricole à la demande concernant ses biens et services est tributaire de plusieurs facteurs : disponibilité de main-d'oeuvre, accès au capital ou au crédit, distribution de l'infrastructure et accès à la technologie, notamment de la technologie de production et des techniques de commercialisation.

Au fur et à mesure de l'augmentation des revenus dans le secteur agricole, la demande des ménages agricoles relative aux biens du secteur non agricole augmente. Les ménages agricoles de petite taille et de taille moyenne consacrent, en moyenne, une part plus importante de leurs budgets à la consommation de biens non agricoles que les ménages d'exploitations agricoles de plus grande taille. L'augmentation de la production agricole engendre une demande d'intrants, par exemple les semences, l'eau, les engrais et les outils agricoles, produits par le secteur non agricole. La demande de transformation des denrées alimentaires et des matières premières agricoles stimule également les activités rurales non agricoles.

L'on peut associer l'augmentation des emplois du secteur non agricole à un secteur agricole soit stagnant, soit moderniste. L'emploi non agricole constitue parfois un moyen pour se dégager d'une agriculture improductive et non pas nécessairement la réponse à une expansion agricole. De nombreux travailleurs, par exemple, des zones semi-arides d'Inde occidentale, où les possibilités d'emploi non agricole sont restreintes, se sont implantés ailleurs ou se déplacent dans les zones urbaines pour y travailler. Dans ce cas de figure, les travailleurs entrent contraints et forcés dans le secteur non agricole, sans y être attirés par des possibilités rurales non agricoles, dynamiques.

Le secteur rural non agricole, notamment l'industrie rurale, est en interaction avec l'agriculture et possède en outre de solides liens avec le secteur urbain. Alors que certaines industries rurales, de petite taille, sont en concurrence avec les industries urbaines, d'autres entretiennent des rapports complémentaires : elles produisent des pièces composantes d'articles produits par les industries urbaines, ou encore elles assemblent leurs produits ou elles en assurent la finition. Parallèlement, les zones urbaines peuvent également offrir un marché pour les produits des industries rurales.

Mais les industries familiales, souvent étayées par une main-d'oeuvre familiale travaillant à temps partiel, ne peuvent se maintenir lorsqu'elles font face à la concurrence d'industries de petite taille, mieux organisées, implantées dans les villes locales, ou à celle d'industries urbaines de plus grande taille, jouissant des avantages des économies d'échelle et de la concentration. En d'autres termes, lorsque plusieurs entreprises du même type s'implantent à proximité les unes des autres, elles peuvent tirer parti de l'échange d'informations techniques et de coûts moindres des intrants de leur production. Selon les études, les entreprises dans les petites villes se développent en général plus rapidement que celles dont l'implantation est plus éloignée. La prestation d'une infrastructure dans les zones industrielles constitue l'un des moyens par lesquels les pouvoirs publics pourraient encourager le développement d'entreprises non agricoles regroupées, en dehors des mégapoles.

LES RÔLES DE L'INFRASTRUCTURE, DE L'ÉDUCATION ET DU CRÉDIT

Le développement de l'infrastructure, l'amélioration du niveau d'instruction et un meilleur accès au crédit constituent autant de facteurs contribuant à la croissance du secteur rural non agricole.

Le développement des routes, des transports et de l'infrastructure des communications mène à la spécialisation et à la division des tâches au sein des ménages ruraux. Elle encourage le développement d'un réseau commercial, de marketing et de distribution, englobant des agencements de sous-traitance reliant les secteurs agricole et non agricole aux agglomérations et aux villes locales. Lorsque les entreprises rurales sont en mesure d'obtenir sans difficulté du matériel et de commercialiser leurs produits au-delà de leur périmètre local, les coûts de main-d'oeuvre deviennent le facteur décisif de leur lieu d'implantation.

L'expansion des transports et des installations de communication reliant le secteur rural aux villes peut également avoir une incidence négative sur le secteur rural non agricole. Les zones rurales deviennent plus accessibles, ce qui amène une concurrence des articles de production urbaine, moins onéreuse, ou d'importation, ainsi qu'une mouvance des schémas de consommation rurale. Dans l'ensemble toutefois, l'incidence nette d'une infrastructure améliorée est positive puisqu'elle stimule la croissance d'un secteur rural efficient et compétitif.

L'instruction, primaire et secondaire, encourage la croissance du secteur rural non agricole. L'alphabétisation valorise la productivité de la main-d'oeuvre et facilite la maîtrise de compétences fournies par la formation en cours d'emploi. L'éducation secondaire stimule les capacités de création d'entreprise. Dans les pays en développement, un chef d'entreprise possédant une instruction élémentaire peut escompter gagner des revenus de 41% supérieurs à ceux d'un chef d'entreprise dénué d'instruction.

En dépit de l'existence de nouvelles sources de crédit, par exemple les programmes de financement et les coopératives soutenues par les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur non agricole subit encore des carences de crédit. Au Bangladesh, par exemple, 72% des ménages travaillant dans le secteur de la fabrication, 59% de ceux du secteur du commerce et des services et 54% de ceux du secteur des transports signalent qu'ils souffrent de contraintes de financement au coût actuel du crédit.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Si les institutions publiques locales détiennent des pouvoirs décisionnels et des ressources financières idoines, elles peuvent encourager la croissance et la vitalité du secteur rural non agricole. Dans certains pays d'Asie de l'Est, les pouvoirs publics locaux ont assuré la prestation de capital de mise en route et de connaissances spécialisées en gestion, épaulant ainsi les risques initiaux de la création de nouvelles entreprises. Une fois établies, ces dernières deviennent de petites entreprises, privées.

Les mesures économiques globales, notamment le commerce, les taux de change, les réglementations générales ou sectorielles, par exemple le crédit ou l'assistance technique, peuvent stimuler le secteur non agricole. Dans un régime de contrôle ou de réglementation étatique des intrants importés ou des devises, et d'octroi de licences aux entreprises, les grandes entreprises urbaines ayant plus facilement accès aux autorités décisionnelles ont un avantage par rapport aux entreprises rurales, de plus petite

taille. La déréglementation diminue cet avantage. La libéralisation des importations est également à même d'améliorer la position comparative des petites entreprises puisque les grandes industries sont plus à même d'être touchées négativement par les produits d'importation concurrents. Les licenciements des effectifs ou une diminution de leurs salaires découlant de la privatisation et de la déréglementation des grandes entreprises publiques peuvent amener les petites entreprises à absorber la main-d'oeuvre moins onéreuse ou amener les employés excédentaires du secteur public à lancer de petites entreprises rurales.

De par le passé, l'assistance technique apportée au secteur non agricole en matière de formation en gestion, comptabilité et marketing est restée dans l'ensemble générique : les commerces de détail, les services et les entreprises industrielles recevaient tous le même type d'assistance. Au lieu de quoi il conviendrait que l'assistance soit particularisée afin de remplir les besoins d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprise données, fournissant le même produit ou des produits similaires. L'assistance du secteur public pourrait, par exemple, être reliée à la passation publique de marchés et de produits (dans de nombreux pays, l'Etat représente une grande partie de la demande du marché).

QUESTIONS DÉCISIONNELLES EN SUSPENS

Il conviendra de régler un certain nombre de questions concernant la nature évolutive et le rôle futur du secteur non agricole dans les pays en développement. Une analyse empirique plus approfondie est par exemple nécessaire quant aux rôles comparatifs et aux perspectives d'avenir des activités non agricoles. Il est nécessaire de recueillir davantage d'indices pour savoir dans quelle mesure d'emploi dans le secteur non agricole a été créé sous l'impulsion d'une agriculture stagnante et non pas sous la traction du secteur non agricole. Là encore, dans quelle mesure la distribution des gains de la croissance agricole entre les exploitations agricoles serait reliée à la force des liens intersectoriels existant entre le secteur agricole et le secteur rural non agricole ? Comment assurer la meilleure promotion d'un schéma décentralisé d'industrialisation sur une grande échelle, permettant de stimuler les activités économiques rurales ? L'implantation de petites et de moyennes entreprises à proximité de grands centres urbains constitue-t-elle un facteur crucial de la croissance rapide des agencements de sous-traitance ? Quels sont les agencements institutionnels nécessaires pour l'application des contrats entre les entreprises octroyant les contrats et leurs sous-traitants ? Dans quelle mesure les décisions publiques sont-elles importantes pour la prestation de crédit au secteur non agricole ? Quels sont les meilleurs moyens pour assurer la prestation d'une assistance technique efficiente ? Quel est le degré de réussite des incitations fiscales et des zones industrielles dans la promotion de l'industrie rurale ? Dans quelle mesure et dans quelles circonstances les pouvoirs publics locaux appuient-ils la promotion du secteur rural non agricole ? Quel rôle conviendrait-il que les ONG remplissent ? Il conviendra de répondre à toutes ces questions pour que le secteur rural non agricole soit en mesure de remplir ses promesses d'ici 2020.

Nurul Islam, chargé de recherche émérite auprès du directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.



"Vision 2020 pour l'Alimentation, l'Agriculture et l'Environnement" est une initiative de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI — Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) destinée à élaborer un dessein collectif et un consensus d'action pour cerner les moyens permettant de remplir les besoins alimentaires mondiaux futurs, tout en atténuant la pauvreté et en protégeant l'environnement. Dans le cadre de l'Initiative Vision 2020, l'IFPRI associe diverses écoles de pensée sur ces questions, pour donner lieu à des recherches et dégager des recommandations. Les Récapitulatifs 2020 présentent des informations sur divers éléments de ces thèmes.